

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151222-D-2015-257-DE
Date de télétransmission : 24/12/2015
Date de réception préfecture : 24/12/2015

ville de  **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-257

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 22 DECEMBRE 2015

FINANCES

Objet : BUDGET PRINCIPAL 2016 - VOTE ANTICIPE DE SUBVENTIONS

L'an deux mille quinze et le 22 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Michel BODART donne pouvoir à Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

La Ville apporte chaque année son concours à la vie associative par l'octroi de subventions. Le budget primitif ne sera proposé au vote du Conseil Municipal qu'au cours du 1^{er} trimestre 2016.

L'article 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit, quand le Budget n'est pas adopté avant le 1^{er} janvier de l'année, la possibilité d'engager les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite des crédits votés l'année précédente.

Aussi, afin de ne pas hypothéquer le fonctionnement des associations et leur permettre de tenir leurs objectifs, il est souhaitable de prévoir d'ores et déjà, sur la base de 2015, le versement par anticipation d'une partie de leurs subventions avant le vote du Budget primitif 2016. Le solde sera versé après le vote du Budget Primitif 2016.

Ces avances n'engagent pas le montant définitif de l'aide financière qui sera votée ultérieurement par le conseil municipal.

Pour l'année 2016, il est proposé au conseil municipal d'approuver le versement d'une avance sur subventions et sur participations pour les bénéficiaires suivants :

BENEFICIAIRES	JANVIER	FEVRIER
Comité des Œuvres Sociales (COS)	60 000.00 €	60 000.00 €
Fédération Régionale des MJC du Languedoc Roussillon (FRMJCLR)	92 343.00 €	
TOTAL	152 343.00 €	60 000.00 €

Par ailleurs, en vertu du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, les conventions d'objectifs ont été signées avec des associations qui reçoivent une subvention d'un montant supérieur à 23 000 euros :

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE les conventions d'objectifs pour l'année 2016 à signer avec la Fédération Régionale des Maisons des Jeunes et de la Culture Languedoc-Roussillon (FRMJCLR) et le Comité des Œuvres de la Ville de Sète (COS)

AUTORISE en faveur de ces bénéficiaires le paiement anticipé d'une partie de leurs subventions 2016, dès le mois de Janvier 2016, et ce jusqu'au vote du budget primitif 2016,

AUTORISE l'inscription au Budget primitif 2016 des crédits requis pour l'exécution de cette délibération

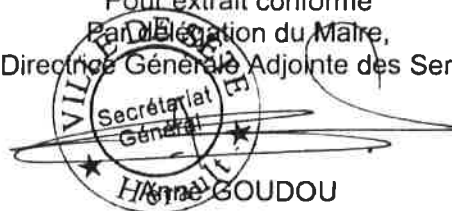
DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :
Nature : 6574 Fonction : 520 Service : COHSOC
Nature : 6574 Fonction : 020 Service : DRH

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151222-D-2015-258-DE
Date de télétransmission : 24/12/2015
Date de réception préfecture : 24/12/2015

ville de  sète

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-258

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 22 DECEMBRE 2015

FINANCES

Objet : OFFICE PUBLIC DE L HABITAT - OPERATION L ESPLANADE - CONSTRUCTION DE 21 LOGEMENTS INDIVIDUELS - EMPRUNT A SOUSCRIRE AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - GARANTIE DE LA VILLE A 25%

L'an deux mille quinze et le 22 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Michel BODART donne pouvoir à Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Emile ANFOSSO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

Vu, l'opération " L ESPLANADE" : construction de 21 logements individuels, situé rue Bel Air à Sète,

Vu, la lettre du 7 décembre 2015 émanant de l'OPH de Sète sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 25 % de la ville de Sète pour le prêt précité,

Vu, les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu, l'article 2298 du Code civil,

Vu, le contrat de prêt n°43473 en annexe signé entre l'OPH de Sète et la Caisse des dépôts et Consignations,

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 18,573 % des recettes réelles de la sections de fonctionnement,

Considérant que l'octroi de cette garantie ne modifie pas ce pourcentage,

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 :

L'assemblée délibérante de la commune de Sète accorde sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement du Prêt n°43473 d'un montant de 1 923 778 € dont le contrat joint en annexe fait partie intégrante de la présente délibération, souscrit par l'OPH de Sète auprès de la Caisse des dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières du Prêt et aux charges et conditions du contrat en annexe constitué de 4 lignes de prêt.

Article 2 :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH de Sète dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'OPH de Sète pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

Le conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce Prêt.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ACCORDE

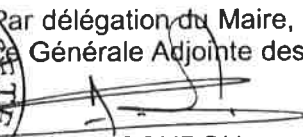
sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement d'un emprunt souscrit par l'OPH de Sète pour financer l'opération "construction de 21 logements individuels » « L ESPLANADE » selon les conditions précitées,


AUTORISE

le Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151222-D-2015-259-DE
Date de télétransmission : 24/12/2015
Date de réception préfecture : 24/12/2015



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-259

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 22 DECEMBRE 2015

FINANCES

Objet : OFFICE PUBLIC DE L HABITAT - OPERATION MILLION LOPOFA -
REHABILITATION DE 100 LOGEMENTS SOCIAUX - EMPRUNT A SOUSCRIRE
AUPRES DE LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS - GARANTIE DE LA
VILLE A 100%

L'an deux mille quinze et le 22 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Jocelyne VILLAGIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Virginie ANGEVIN, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Michel BODART donne pouvoir à Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Emile ANFOSSO, Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

Vu, l'opération " MILLION ET LOPOFA " : réhabilitation de 100 logements, situé rue de Bigorre à Sète,

Vu, la lettre du 24 novembre 2015 émanant de l'OPH de Sète sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 100 % de la ville de Sète pour le prêt précité,

Vu, les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu, l'article 2298 du Code civil,

Vu le contrat de prêt n°40363 en annexe signé entre l'OPH de Sète et la Caisse des dépôts et Consignations,

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 18,573 % des recettes réelles de la sections de fonctionnement.

Considérant que l'octroi de cette garantie ne modifie pas ce pourcentage.

Il est exposé ce qui suit :

Article 1

L'assemblée délibérante de la commune de Sète accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement du Prêt n°40363 d'un montant de 1 199 287 € dont le contrat joint en annexe fait partie intégrante de la présente délibération, souscrit par l'OPH de Sète auprès de la Caisse des dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières du Prêt et aux charges et conditions du contrat en annexe constitué de 1 ligne de prêt.

Article 2

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH de Sète dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'OPH de Sète pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3

Le conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ce Prêt.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ACCORDE

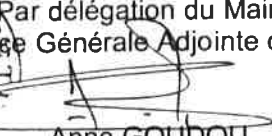
sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un emprunt souscrit par l'OPH de Sète pour financer l'opération "Réhabilitation" « MILLION LOPOFA » selon les conditions précitées,


AUTORISE

le Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUBOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151222-D-2015-260-DE
Date de télétransmission : 24/12/2015
Date de réception préfecture : 24/12/2015

ville de  **sete**

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-260

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 22 DECEMBRE 2015

ACTION SOCIALE

Objet : CENTRES SOCIAUX - LIEUX D'ACCUEIL ENFANTS-PARENTS - CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES

L'an deux mille quinze et le 22 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Michel BODART donne pouvoir à Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Conception CANDORE-PELIZZA Adjointe s'exprime en ces termes :

Les Centres sociaux Nicolas Gabino et Villefranche gèrent des Lieux d'Accueil Enfants Parents (LAEP), animés chacun par une éducatrice de jeunes enfants et une animatrice, professionnelles formées à l'écoute. Ils sont en accès gratuit, ouverts aux jeunes enfants de moins de 6 ans, accompagnés d'un de leurs parents ou d'un adulte familial, afin de participer à des temps conviviaux et d'échanges. Le LAEP a pour mission de conforter la relation entre les enfants et les parents.

La Caisse d'allocations familiales de l'Hérault participe au financement des actions qui soutiennent la fonction parentale et facilitent les relations parents-enfants. A ce titre, elle propose la signature d'une convention d'objectifs et de financement pour 4 ans, du 01/01/2015 au 31/12/2018 pour les LAEP des Centres sociaux Villefranche et Nicolas Gabino. Par cette convention, elle s'engage à

soutenir financièrement la commune par le versement d'une prestation de service de 30% du prix de revient plafonné des heures de fonctionnement.

En contrepartie, la commune respectera le cadre légal et réglementaire, les termes de la convention précitée, ainsi que les « conditions particulières prestation de service LAEP » et les « conditions générales prestation de service ordinaire » auxquelles elle se réfère. Elle s'engage en particulier à :

- 1) attribuer à chaque LAEP un local et un budget dans le cadre d'un projet spécifique donnant lieu à des déclarations d'activités ;
- 2) sur la base du volontariat, de l'anonymat et de la confidentialité, accueillir avec une équipe d'au moins deux personnes des futurs parents et des enfants de 0 à 6 ans accompagnés d'un adulte responsable ;
- 3) transmettre les documents trimestriels d'activité, les documents comptables, les données annuelles d'activités et à conserver tous les documents justificatifs ;
- 4) transmettre et tenir à jour les informations nécessaires à la présentation des LAEP sur le site de la CAF « mon-enfant.fr » ;
- 5) faire part du soutien apporté par la CAF dans toutes les communications visant le service couvert par la présente convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE la signature d'une convention d'objectifs et de financement des LAEP des Centres sociaux Villefranche et Nicolas Gabino, annexée à la présente délibération

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer la convention d'objectifs et de financement des LAEP des Centres sociaux Villefranche et Nicolas Gabino et tous documents se rapportant à cette délibération.

AUTORISE le Trésorier municipal à faire recette de l'engagement financier de la CAF tel qu'indiqué dans l'article 3 de la présente convention sous les imputations suivantes :

Nature : 7478	Fonction : 520	Service : CSGABINO
Nature : 7478	Fonction : 520	Service : VILLEFRANCHE

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151222-D-2015-261-DE
Date de télétransmission : 24/12/2015
Date de réception préfecture : 24/12/2015

ville de  **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-261

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 22 DECEMBRE 2015

EDUCATION

**Objet : CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE 2015-2016 -
CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT AVEC LA CAISSE
D'ALLOCATIONS FAMILIALES**

L'an deux mille quinze et le 22 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Michel BODART donne pouvoir à Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne PARAIRE - AZAIS Adjointe s'exprime en ces termes :

Le contrat local d'accompagnement à la scolarité (CLAS) est un dispositif d'appui à la scolarité en direction des enfants scolarisés en établissement primaire jusqu'au lycée.

Le CLAS s'inscrit dans les politiques éducatives territoriales, vise au renforcement de l'égalité des chances des enfants et des jeunes, concourt à la prévention des difficultés des enfants en lien avec leur scolarité, et participe à la valorisation des compétences et des responsabilités éducatives des parents.

Mis en œuvre en partenariat entre la commune et la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, pour la période du 1er septembre 2015 au 30 juin 2016, il convient d'approuver aujourd'hui la convention encadrant les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service pour les 6 actions retenues, soit 1 CLAS collégiens - lycéens et 5 CLAS primaires.

Les actions soutenues sont dispensées durant l'année scolaire, en dehors du temps de l'école, et sont distinctes des actions d'aide individualisée ou de soutien mises en œuvre par les établissements scolaires. Elles sont cependant articulées avec leurs projets et avec les actions menées par les réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE la convention d'objectifs et de financement concernant le contrat local d'accompagnement à la scolarité pour l'année scolaire 2015-2016

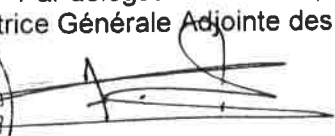
AUTORISE le Maire ou l' élu délégué à la signer ainsi que tout document s'y rapportant

DECIDE que la recette sera perçue sur les comptes prévus à cet effet :
Nature : 7478 Fonction : 421 Service : ENFJ


AUTORISE le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151222-D-2015-262-DE
Date de télétransmission : 24/12/2015
Date de réception préfecture : 24/12/2015

ville de  *sete*

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-262

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 22 DECEMBRE 2015

EDUCATION

Objet : FONCTIONNEMENT DES ECOLES PRIVEES SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION AVEC L'ETAT - CONVENTION RELATIVE A LA PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COMMUNE

L'an deux mille quinze et le 22 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Michel BODART donne pouvoir à Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Catherine MARAVAL Adjointe s'exprime en ces termes :

Dans notre ville, 4 écoles privées sous contrat d'association avec l'Etat : le SOUS-BOIS, L'ENSEMBLE SAINT JEAN - SAINT VINCENT, SAINT PIERRE et la CALENDRETA DE SETA accueillent tous les ans environ 600 élèves dans les classes maternelles et élémentaires.

Par délibération du 22 décembre 2011, il avait été convenu, en accord avec les organismes gestionnaires des écoles privées sous contrat d'association avec l'Etat, que la contribution forfaitaire annuelle versée par élève, serait d'un montant de 654.50 €, et ce jusqu'en décembre 2015.

La circulaire n° 12-025 du 15 février 2012, ayant pour objet de préciser les conditions de mise en œuvre de la loi n° 2009-1312 du 28 octobre 2009, tend à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association, pour les enfants résidents sur son territoire.

Les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat d'association sont prises en charge dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public, elles sont évaluées en référence au coût moyen d'un élève du public. Les dépenses d'investissement sont exclues.

Par ailleurs, il est rappelé que les enfants des écoles privées bénéficient au titre d'avantages en nature et à parité avec les écoles publiques, de l'accès aux prestations sportives, culturelles ainsi qu'aux classes de découverte.

Après l'étude diligentée par les services et en accord avec les organismes gestionnaires des écoles privées concernées, il a été convenu d'actualiser le montant de cette contribution forfaitaire en appliquant une augmentation correspondant à l'évolution des dépenses constatées et ce, en prenant en compte les mêmes postes soit : les fournitures scolaires et administratives ; les fluides et les dépenses de personnel, au prorata des activités se déroulant sur le temps scolaire ; les petits travaux concernant l'entretien courant des bâtiments ; les produits et petits matériel pour le nettoyage des locaux ; les frais inhérents aux assurances et aux charges d'administration générale.

Ainsi, la contribution forfaitaire versée annuellement sera donc portée à 680.00 € par élève, à compter de l'année 2016.

La précédente convention arrivant à son terme, il convient d'établir, et ce pour une durée de 4 ans, une nouvelle convention définissant les modalités et les conditions de la participation de la ville aux dépenses de fonctionnement des 4 écoles privées sous contrat d'association avec l'Etat sur le territoire communal.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE la convention relative aux modalités de participation de la Ville aux dépenses de fonctionnement des écoles : le SOUS-BOIS, L'ENSEMBLE SAINT JEAN - SAINT VINCENT, SAINT PIERRE et la CALENDRETA DE SETA


AUTORISE le Maire ou son représentant à les signer ainsi que tout document s'y rapportant

DECIDE que la dépense correspondante sera prévue au budget de la ville sur la ligne 213-6574


DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU



Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151222-D-2015-263-DE
Date de télétransmission : 24/12/2015
Date de réception préfecture : 24/12/2015

7
ville de  *sete*

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-263

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 22 DECEMBRE 2015

ANIMATION - FESTIVITES LOCALES

Objet : SOUTIEN A L'ORGANISATION D'UN SYMPOSIUM "METROPOLES DU SUD" -
CONTRAT DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION "METROPOLES DU SUD"

L'an deux mille quinze et le 22 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Michel BODART donne pouvoir à Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Rudy LLANOS Adjoint s'exprime en ces termes :

Dans le cadre des attributions qui lui sont dévolues par son ministère de tutelle, l'ENSAM (Ecole nationale supérieure d'architecture de Montpellier) dispense une formation initiale à la profession d'architecte ainsi qu'une formation continue aux métiers du bâtiment et de l'urbanisme et d'aménagement du territoire.

Afin de mener à bien ce double objectif, l'ENSAM propose un master, Métropole Sud, au cours duquel les étudiants sont amenés à appréhender les problématiques rencontrées par les grandes villes du sud, telles que Gènes, Valence, Marseille, Montpellier ou Barcelone, en matière de spécificité climatique et environnement maritime.

Dans le but d'encourager ces échanges constructifs entre le monde de l'architecture et celui de l'enseignement porté par l'ENSAM, l'Association « Métropoles du sud », présidée par Madame

Marion MOUSTEY, organise depuis 2009 un symposium annuel qui rassemble plus de 300 architectes, maitres d'ouvrages et étudiants, issus de ce master.
Des intervenants nationaux et internationaux apportent leur vision sur des sujets d'actualité et sur l'avenir de l'environnement urbain qui doit sans cesse s'adapter.

La ville de Sète, qui souhaite intégrer dans ses futurs projets en matière d'urbanisme, les nouvelles contraintes environnementales, voit dans ces rencontres et dans le travail réalisé en amont par les étudiants, l'opportunité de recueillir des avis, réflexions et conseils en matière d'innovation spécifique à un environnement lié au caractère insulaire et portuaire de la commune.

Cette collaboration prendra la forme d'un partenariat entre la ville de Sète et l'association « Métropoles du Sud » qui se traduira par un soutien financier à hauteur de 1500 euros pour l'organisation du prochain symposium qui interviendra le 16 Janvier 2016. En contrepartie, la ville bénéficiera de la présence de son logo et de son image sur tous les supports de diffusion de l'évènement (programme, affiches, flyers, ouvrages de restitution du symposium, documents distribués aux participants).

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE les termes du contrat de partenariat susvisé, annexé à la présente délibération

AUTORISE le Sénateur-Maire ou son représentant à signer le contrat ainsi que tout document s'y rapportant

AUTORISE que la dépense soit prélevée sur les crédits inscrits au Budget :
Nature : 62281 Fonction : 024 service : ANIM

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

Secrétariat Général



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-264

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 22 DECEMBRE 2015

INTERCOMMUNALITE

Objet : CREATION, ENTRETIEN ET EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES DES RECHARGES POUR VEHICULES ELECTRIQUES - TRANSFERT DE LA COMPETENCE SUPPLEMENTAIRE A THAU AGGLO

L'an deux mille quinze et le 22 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Michel BODART donne pouvoir à Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2224-37 et L.5211-17,

Vu l'arrêté n°2002-I-5802 de Monsieur le Préfet de l'Hérault du 17 décembre 2002, modifié par l'arrêté n°2007-1-1010 du 25 mai 2007, n°2013-1-2035 du 21 octobre 2013 et n°2013-I-2426 du 27 décembre 2013 portant création de Thau agglo et fixant ses compétences,

Depuis plusieurs années la Ville de Sète puis Thau agglo s'inscrivent dans une politique active en faveur du développement durable et de la lutte contre le changement climatique via notamment le Plan Climat Energie Territoire (PCET) avec un axe fondamental concernant les mobilités durables tendant à maîtriser les déplacements et favoriser les modes peu polluants.

L'article L.2224-37 du CGCT donne compétence aux communes pour créer et entretenir les infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides. Ce même article leur permet également de transférer cette compétence aux établissements de coopération intercommunale, sous condition que celui-ci exerce certaines compétences.

En l'espèce, Thau agglo, en tant qu'autorité organisatrice des transports mais également au titre de sa compétence en matière de soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ou de réduction des émissions polluantes ou de gaz à effet de serre répond à ces conditions.

Dans cette optique et conformément à l'article L.2224-37 du CGCT, le transfert de la compétence supplémentaire relative à la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures des recharges pour véhicules électriques (IRVE) sur le territoire de Thau agglo, des communes membres au bénéfice de Thau agglo, sera examiné lors du Conseil Communautaire du 17/12/2015.

Le transfert de compétence est prononcé par arrêté du représentant de l'Etat dans le département.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

le transfert au bénéfice de Thau agglo de la compétence supplémentaire relative à la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures des recharges pour véhicules électriques (IRVE) sur le territoire de la Ville de Sète,

AUTORISE

Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151222-D-2015-265-DE
Date de télétransmission : 24/12/2015
Date de réception préfecture : 24/12/2015



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 22 DECEMBRE 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-265

SERVICES TECHNIQUES

Objet : USAGE DES SUPPORTS DES RESEAUX PUBLICS DE DISTRIBUTION
D'ELECTRICITE BASSE TENSION ET HAUTE TENSION - CONVENTION
TRIPARTITE A CONCLURE AVEC ERDF ET NUMERICABLE/SFR

L'an deux mille quinze et le 22 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Michel BODART donne pouvoir à Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne DAMBIELLE - MOSLER Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

L'opérateur de télécommunication Numéricable / SFR met en œuvre sur le territoire de la commune un réseau Très Haut Débit (THD).

La mise en œuvre de ce réseau de communications électroniques requiert en outre, la mise à disposition du Réseau Basse tension (BT) et/ou du Réseau Haute Tension (HT) aériens et il implique :

- Le Distributeur, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité : ErDF
- L'AODE, Autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité : La Ville de Sète
- L'Opérateur du réseau de communications électroniques : Numéricable / SFR

La présente convention porte sur les modalités d'installation et d'exploitation des équipements du réseau THD sur le réseau public de distribution d'électricité aérien et elle engage les parties :

- D'une part à garantir l'indépendance financière entre les activités d'exploitation du Réseau public de distribution d'électricité et les activités d'installation, puis d'exploitation du Réseau de communications électroniques.
- D'autre part à ce que l'utilisation du Réseau public de distribution d'électricité pour l'établissement et l'exploitation d'un Réseau de communications électroniques n'ait pas d'impact négatif sur la qualité des prestations assurées aux utilisateurs du Réseau public de distribution électrique.

A cet effet, les trois parties se sont rapprochées afin de définir les modalités techniques et financières qui sont matérialisées dans la présente convention.

Les caractéristiques essentielles sont les suivantes :

- Durée : à compter de la signature pour une durée de 20 ans ;
- Domaine concerné : Le réseau Basse Tension et Moyenne Tension aérien concédé sur le périmètre de la commune de Sète.
- Redevance : 27,50 € par support utilisé facturé une fois pour la durée de la convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE les termes de la convention relative à l'usage des supports des réseaux publics de distribution d'électricité Basse Tension (BT) et Haute Tension (HTA) Aériens pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques,

AUTORISE le Sénateur-maire, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tous les documents s'y rapportant

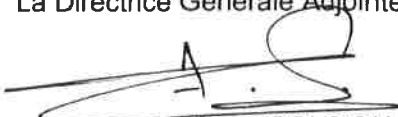
AUTORISE le Trésorier municipal à faire recette le moment venu sous l'imputation budgétaire suivante :
Nature : 70323 Fonction : 816service : PLANRES

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services


Anne GOUDOU

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151222-D-2015-266-DE
Date de télétransmission : 24/12/2015
Date de réception préfecture : 24/12/2015

ville de  **sète**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-266**

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 22 DECEMBRE 2015

AMENAGEMENT URBAIN

**Objet : CONCESSION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT PRI ILE SUD CONCLUE AVEC LA
SA ELIT - CONVENTION D'AVANCE FINANCIERE N°6**

L'an deux mille quinze et le 22 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Michel BODART donne pouvoir à Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2002, reçue le 4 octobre 2002 en Préfecture, la Ville de Sète a confié à la Société d'Equipement du Littoral de Thau (SA ELIT) la réalisation de l'opération d'aménagement foncier et d'urbanisme dénommée « PRI Quartier Ile Sud » dans le cadre d'une Concession Publique d'Aménagement.

Compte tenu du plan de trésorerie annexé au CRAC 2013 affichant le déroulement de l'opération, la SA Elit a demandé à la ville, conformément à l'article 17 VII de la Concession Publique d'Aménagement, le versement d'une avance financière d'un montant annuel de 1 000 000 € remboursable au plus tard le 31 décembre 2016, majoré des intérêts sur justificatifs communiqués par la ville.

Il est proposé au conseil municipal d'adopter la convention d'avance financière n°6 présentée par la SA Elit.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

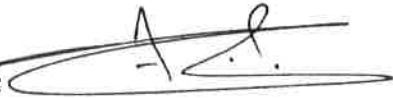

APPROUVE la convention financière n°6 annexée à la présente délibération à conclure avec la SA Elit, aménageur du PRI Ile Sud,

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :
Nature : 2382 Fonction : 820 Service : URBA

AUTORISE le Maire ou son représentant ainsi que Monsieur le Trésorier Municipal à mettre en œuvre chacun en ce qui les concerne la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

11

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151222-D-2015-267-DE
Date de télétransmission : 24/12/2015
Date de réception préfecture : 24/12/2015

ville de **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-267**

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 22 DECEMBRE 2015

GESTION DU PATRIMOINE

Objet : CESSIION PAR LA VILLE D'UN CENTRE DE VACANCES SUR LA COMMUNE DE ST PIERRE DE CHARTREUSE

L'an deux mille quinze et le 22 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Michel BODART donne pouvoir à Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Dans sa séance du 27 avril 2015, le Conseil Municipal a constaté la désaffectation de l'ensemble immobilier « les Chalets St Hugues », et prononcé le déclassement du Domaine Public Communal.

Le maintien de ce bien dans le patrimoine communal n'étant plus justifié, les services de France Domaine ont été consultés et ont estimé la valeur vénale du Centre de Vacances à 700 000 €, correspondant à la parcelle AM 372 d'une superficie de 7 367 m² et au Parc de stationnement d'une superficie de 1 152 m².

Afin de procéder à la vente de ce bien, 4 mandats de vente sans exclusivité ont été conclus avec des professionnels de l'immobilier.

Le groupe A6 Immo situé à GRENOBLE a informé la Ville que M. Nicolas VEZZUTI demeurant au 26 rue Vitruve 75020 PARIS a déposé une offre d'achat de 476.000.€.

La promesse d'achat prévoit la signature d'un compromis de vente avec versement par l'acquéreur de la somme de 5 % du prix de vente sous la condition suspensive de l'obtention d'un prêt bancaire.

Compte tenu des difficultés rencontrées pour la commercialisation de ce bien en raison d'un contexte économique difficile (il s'agit de la seule proposition d'achat), je vous propose d'accéder à la demande de M. VEZZUTI et d'autoriser la vente de ce bien au prix de 476.000.€

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE le principe de la vente à M. Nicolas VEZZUTI pour un montant de 476.000.€, les frais d'agence et notariés inhérents à cette transaction seront pris en charge par l'acquéreur

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer le compromis de vente ainsi que tous les actes et documents nécessaires à l'accomplissement de la présente délibération


AUTORISE Monsieur le Trésorier Municipal à faire recette le moment venu du produit de la vente qui sera inscrite au Budget de la Ville
Sous l'imputation :
Nature : 024 Fonction : 01 Service : PAT


DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 32 – ABSTENTION : 8

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



 Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151222-D-2015-268-DE
Date de télétransmission : 23/12/2015
Date de réception préfecture : 23/12/2015

ville de  **sète**

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 22 DECEMBRE 2015

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-268

COMMERCE - ARTISANAT

Objet : REPOS DOMINICAL - DEROGATIONS POUR L'ANNEE 2016 - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille quinze et le 22 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Michel BODART donne pouvoir à Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Sébastien DENAJA donne pouvoir à Marie-Christine VION-LECLERC

Etaient absents : Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Rudy LLANOS Adjoint s'exprime en ces termes :

L'article L3132-26 du code du travail a été modifié par la loi n°2015-990 du 6 août 2015, dite loi MACRON.

Dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire prise après avis du conseil municipal.

Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par an.

La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante. L'arrêté du maire est pris après avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressées.

Les nouvelles modalités issues de l'article L. 3132-26 du code du travail s'appliquent, pour la première fois, au titre de l'année 2016.

On rappellera également que les commerces de détail alimentaire peuvent déjà quant à eux librement ouvrir le dimanche jusqu'à 13h00 (article L.3132-13 du Code du travail).

Les dérogations accordées doivent permettre de favoriser les activités du commerce local, en raison notamment du caractère touristique de la commune.

Toutefois, la loi étant récente, et s'agissant d'une année de transition nécessitant un examen des besoins, il est apparu nécessaire de conserver le nombre de dimanches antérieurement autorisés par le Maire, afin de préserver l'équilibre existant.

En outre, seul un commerce a sollicité une dérogation pour douze dimanches.

Pour l'heure, il ne semble donc pas nécessaire d'autoriser un nombre de dérogations plus large.

D'autres dispositions permettent également pour les commerces de détail alimentaire de supprimer ou de moduler le repos hebdomadaire, en le donnant par exemple à partir de 13 heures, la loi n'ayant pas touché à cette disposition.

Il vous est donc proposé d'émettre un avis favorable à la possibilité de déroger au repos dominical, à hauteur de cinq dimanches pour l'année 2016.



La liste de ces dimanches concernés sera fixée, après consultation des organisations professionnelles, par arrêté du maire.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

EMET un avis favorable à la proposition susvisée

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 32 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Secrétaire
Général
★ Anne GOUDOU ★


La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

13

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151222-D-2015-269-DE
Date de télétransmission : 24/12/2015
Date de réception préfecture : 24/12/2015

ville de **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-269

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 22 DECEMBRE 2015

POLITIQUE DE LA VILLE

Objet : CONTRAT DE VILLE 2015-2020 - CONVENTION D'UTILISATION DE L'ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES DANS LE QUARTIER PRIORITAIRE DE L'ILE DE THAU - HERAULT HABITAT

L'an deux mille quinze et le 22 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Michel BODART donne pouvoir à Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5216-5,
Vu la loi n° 2014 – 173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine,
Vu le décret d'application n°2014-767 du 3 juillet 2014 relatif aux modalités de détermination des périmètres des quartiers prioritaires
Vu le décret d'application n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville
Vu le décret d'application n° 2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport pour la mise en œuvre de la politique de la ville prévu aux articles L.1111-2 et L. 1811-2 du code des collectivités territoriales fixant le contenu et le mode d'élaboration du rapport annuel aux assemblées délibérantes sur la mise en œuvre de la politique de la ville
Vu la circulaire d'application du 15 octobre 2014 définissant les modalités d'élaboration opérationnelles des contrats de ville
Vu l'instruction relative aux conventions d'utilisation de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville en date du 15 juin 2015

Vu la délibération du Conseil municipal n° D-2015-104 du 22 juin 2015 ayant pour objet l'approbation du contrat de ville 2015-2020

Vu la délibération du conseil communautaire de Thau Agglo du 17 décembre 2015 relative à la convention d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties dans le quartier prioritaire de l'île de Thau présentée par Hérault Habitat,

Vu l'avis du comité de pilotage du 6 novembre 2015,

Vu les avis de la commission politique de la ville en date du 8 octobre 2015,

Dans son article 1, la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine pose comme principe l'adaptation et la mobilisation en premier lieu des actions relevant des politiques publiques de droit commun et lorsque la nature des difficultés le nécessite, le recours à des instruments spécifiques adaptés aux besoins des quartiers prioritaires.

Ce principe pose la mobilisation préalable des moyens de gestion de droit commun des bailleurs sociaux. En complément à ce droit commun, la loi de finance prévoit un abattement de la TFPB pour permettre l'engagement de moyens spécifiques dans les quartiers retenus par la géographie prioritaire. Cet abattement de 30% doit permettre d'améliorer le cadre de vie des habitants de la nouvelle géographie prioritaire.

Hérault Habitat détient un patrimoine composé de 491 logements sociaux dans le quartier de l'île de Thau, reconnu par la géographie prioritaire. Il a signé le contrat de ville de l'Agglomération du Bassin de Thau le 3 juillet 2015. Conformément aux dispositions réglementaires et aux axes définis dans les piliers cohésion sociale et rénovation urbaine/cadre de vie du contrat de ville, Hérault Habitat propose un plan d'actions triennal, dans le cadre d'une convention dite d'« utilisation de l'abattement de la taxe foncière ».

Cette convention définit également les modalités permettant de distinguer ce qui relève du renforcement des moyens de gestion de droit commun et ce qui relève de la mise en place de moyens spécifiques issus de l'abattement de la TFPB. Elle précise les dispositifs de suivi et d'évaluation annuelle en contrepartie de la mesure fiscale. Les signataires de ladite convention sont l'Etat, la ville de Sète, Thau agglo, et Hérault Habitat.


Après en avoir délibéré, le Conseil municipal


APPROUVE la convention d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties dans le quartier prioritaire de l'île de Thau présentée par Hérault Habitat, ci-annexée,

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ce document ainsi que tous documents s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services
Secrétariat Général

Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

14
ville de sète

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-270

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 22 DECEMBRE 2015

EAU

**Objet : SERVICE DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'EAU POTABLE - TRAITE
D'EXPLOITATION PAR AFFERMAGE PASSE AVEC VEOLIA - AVENANT N° 16**

L'an deux mille quinze et le 22 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Michel BODART donne pouvoir à Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Par contrat d'affermage du 1^{er} février 1985, la Ville de Sète a confié à la société VEOLIA EAU le contrat de délégation de service public relatif à la production depuis Issanka, l'adduction et la distribution de l'eau potable sur le territoire communal.

Ce contrat arrive à échéance le 31 janvier 2016.

Pour autant et depuis le début de l'année, Thau Agglo avait initié une démarche visant à anticiper le transfert de la compétence eau potable au 1^{er} janvier 2017, puisqu'au 1^{er} janvier 2020 cette compétence sera exercée de plein droit par cette collectivité conformément aux dispositions de la Loi NOTRe. Ainsi, et en accord avec les services de l'Etat, ce contrat de délégation de service public signé avec VEOLIA EAU aurait pu être prolongé jusqu'au 31 décembre 2017, date de fin de contrat de délégation de service public du Syndicat d'Adduction d'Eau Potable (SAEP) des communes de Frontignan, Balaruc les Bains et Balaruc le Vieux et date également de fin des contrats de DSP Assainissement en cours sous maîtrise d'ouvrage Thau Agglo.

Une telle situation aurait apporté une vision globale et unifiée sur notre territoire et permis d'optimiser l'utilisation de la ressource d'Issanka, de lutter plus efficacement contre les fuites sur les réseaux de distribution en hiérarchisant les investissements, d'harmoniser la qualité de service, d'optimiser le budget par une économie d'échelle et une facilité accrue à obtenir des subventions de l'Agence de l'Eau.

En dépit des réponses apportées au SAEP pendant cette période d'analyse, les membres du comité syndical, lors de sa cession du 2 décembre dernier, se sont unanimement déclarés favorables au maintien de la situation actuelle, préférant donc que le transfert de la compétence eau potable intervienne au 1^{er} janvier 2020.

Désormais, la Commune de Sète se voit donc contrainte d'organiser de façon indépendante son futur service d'eau potable. Etant dans l'incapacité de le faire d'ici le 31 janvier 2016, il convient de prolonger le contrat actuel de 12 mois pour motif d'intérêt général, conformément à l'article L.1411-2-a du CGCT, tenant à l'obligation de garantir la continuité du service public de l'eau rendu aux usagers. Les services de l'Etat ont confirmé, par courrier adressé à la commune, la possibilité de cette prolongation de 12 mois sur ce motif.

Par ailleurs, compte tenu de la fin des charges d'amortissements des investissements au 31 janvier 2016, la Collectivité a demandé à la société fermière de diminuer sa tarification en conséquence. L'avenant n° 16 dispose donc que la rémunération de VEOLIA EAU diminuera donc de 0,3060 €/m3 au 1^{er} février 2016.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

le projet d'avenant n°16 relatif à la prolongation pour une durée de un an du contrat de délégation de service public en cours signé avec l'entreprise VEOLIA EAU et à la baisse de la rémunération du fermier de 0,3060 €/m3

AUTORISE

le Maire ou son représentant à signer cet avenant n° 16 ainsi que tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 32 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20151222-D-2015-271-DE
Date de télétransmission : 23/12/2015
Date de réception préfecture : 23/12/2015

ville de **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2015-271

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 22 DECEMBRE 2015

EAU

Objet : SERVICE DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'EAU POTABLE - AUGMENTATION DE LA SURTAXE COMMUNALE

L'an deux mille quinze et le 22 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Catherine MARAVAL, Christelle ESPINASSE, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Emile SUBITANI, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Céline DROUET - PAILHES, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien ANDRAL, Marion JEANNE, Sébastien DENAJA, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Sébastien PACULL donne pouvoir à Hervé MERZ, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Michel BODART donne pouvoir à Patrick ANDRE, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE

Etaient absents : Virginie ANGEVIN, Jean-Claude CUAZ, Marie-Christine AUBERT

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

En compensation de la baisse de rémunération de Véolia Eau, actée par l'avenant n°16 du contrat de délégation du service public de l'eau potable, et dans le cadre de la bonne gestion du budget annexe de l'eau potable, il est proposé d'augmenter le montant de la part communale de la surtaxe du montant exact de la baisse supportée par le fermier à savoir +0,3060 € m³, sans incidence sur le prix de l'eau pour l'utilisateur.

Par ailleurs, il apparaît essentiel d'augmenter le niveau d'investissement pour tenir compte de l'état de vétusté de certaines canalisations. La coupure d'eau récente pendant plusieurs heures pour tous les usagers du bas service en raison de la rupture d'une canalisation principale entre l'usine du Quai des Moulins et le réservoir de la Caraussane en est malheureusement un exemple concret. Seront notamment concernées à ce titre :

- la réhabilitation du réseau final d'alimentation du réservoir de la Caraussane depuis le quai des Moulins ;

- le chemisage de la conduite d'alimentation du réservoir de la Caraussane depuis le comptage SBL de la Plagette ;
- les chemisages des siphons « Tivoli » et « Virla » ;
- la réhabilitation du réseau entre l'usine du Quai des Moulins et le siphon « Tivoli »

Ce niveau d'investissement conséquent d'environ 1,5 millions d'euros par an permettra également de renforcer le stockage en centre ville (remise en service du réservoir du Château d'Eau dans le parc Simone Veil) et d'augmenter le rendement du réseau, notamment dans sa partie entre la ressource d'Issanka et l'usine de traitement d'eau potable du Quai des Moulins.

En ce qui concerne ce dernier point, je vous rappelle que la Loi Grenelle 2 permet à l'Agence de l'Eau de doubler la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau, d'un montant actuel de 0,055 € HT par m³, si un plan d'actions permettant d'atteindre le rendement minimum de 85% pour les collectivités urbaines n'est pas établi d'ici fin 2016. C'est pourquoi nous devons nécessairement réaliser les travaux projetés sur la conduite d'adduction depuis Issanka qui bénéficiera d'une subvention de 50% de l'Agence de l'Eau pour sa première tranche (2016/2017) et probablement de 80% pour sa seconde tranche (2018/2019) dans le cadre du Contrat de Gestion Intégrée du Territoire de Thau.

Le programme pluriannuel d'investissement de 2016 à 2020 nécessite cependant une augmentation complémentaire de la surtaxe Ville de 0,29 € HT par m³.

Cette augmentation sera appliquée à compter du 1er février 2016 aux consommations de tous les usagers du service des eaux et notamment domestiques, industriels, navires et collectifs.

La perception et le reversement à la collectivité de ces recettes seront effectués gratuitement par le fermier de service, conformément à l'article 33 du traité d'affermage de service des eaux de la Ville de Sète.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

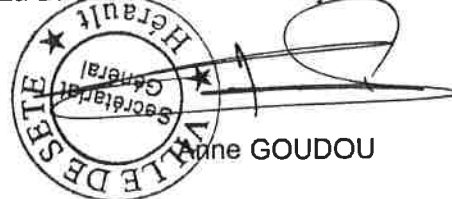
l'augmentation de la surtaxe communale de 0,5960 €/m³ vendu,

AUTORISE

le Maire, ou son représentant, à signer ainsi que tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 32 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.